

LIEN SOCIAL

Quinzomadaire indépendant d'actualité sociale

EUROPE:
Quand
les ITEP
avancent...

P.21

**PROTECTION
DE L'ENFANCE**
À propos des enfants
volés d'Angleterre

P.32



FORMATION
Bouger et faire
bouger les lignes

P.16

GENRE ET SEXUALITÉ

**Formation:
les premiers
émois**

JiHo

Bouger et faire bouger les lignes

En Pays-de-la-Loire, une formation propose aux travailleurs sociaux, éducateurs sportifs et professionnels de santé d'apprendre à remobiliser par le sport les publics en situation de précarité.

TOUS en jogging et baskets courent au grand air sur un terrain de sport. Ils rient et suent. La petite vingtaine de participants – professionnels ou bénévoles issus de structures sociales, sportives et sanitaires – donne l'impression de déjà bien se connaître. C'est pourtant le premier de leurs deux jours de formation intitulée « Publics en situation de précarité : l'activité physique et le sport au service des projets », une formation gratuite organisée par le CREPS (centre de ressources, d'expertise et de performance sportive) des Pays-de-la-Loire (1).

Le programme est basé sur le partage d'expériences. « Cette séance d'activité physique n'a pas pour but d'apprendre à animer mais bien de faire ressentir les bienfaits », précise celui qui l'encadre, Pierre Le Peltier, référent « inclusion sociale » du Comité régional de Sports pour tous, une association nantaise rôdée auprès des publics en précarité.

Les résidents n'ont parfois pas fait de sport depuis l'école

En plein jeu collectif, Faustine Colombelli, assistante sociale de formation et animatrice pour l'UFCV 49 d'une action de redynamisation de bénéficiaires du RSA, râle un peu : « J'ai du mal à comprendre les règles, alors je me dis que pour « mon public » il vaudrait mieux expliquer ! » La travailleuse sociale avoue « se désintéresser totalement du sport d'un point de vue personnel ». Venue avec un collègue, elle est pourtant prête à tous les efforts pour mettre en place la séance de multisports demandée par les bénéficiaires du RSA. « Même à souffrir avec eux ! », assure-t-elle, encore essoufflée.

Patricia Common, conseillère en économie sociale et familiale, est responsable à Angers d'une maison relais d'Habitat et humanisme. « Je cherche comment construire quelque chose dans la durée pour nos résidents », explique-elle, en récupération au bord du terrain. « Âgés en moyenne d'une cinquantaine d'années, fragiles et isolés, ils n'ont parfois pas fait de sport depuis l'école. Souvent sans jogging ni baskets mais

en jeans et bottes, ils sont en difficulté face à leur corps, gênés par le regard des autres », précise-elle, racontant l'échec d'une précédente tentative de les intégrer à un groupe à l'extérieur de la maison relais.

De retour dans une salle du CREPS des Pays-de-la-Loire, Evelyne Saury, responsable de cette formation, anime les échanges avec Fanny Riaboff, chargée de mission « Sport et inclusion sociale » du pôle ressources national Sport Education Mixités citoyenneté (PRN SEMC). Cette dernière interroge les participants sur « l'objectif de la séance sportive de tout à l'heure, lui-même inscrit dans l'objectif général d'un projet ». Faustine Colombelli, la travailleuse sociale de l'UFCV 49, réagit immédiatement : « Créer du lien ! ». Elle a du mal à avouer qu'elle y a pris du plaisir, mais reconnaît avoir apprécié « la convivialité des jeux collectifs ».

« C'est la quatrième session de formation. Ça marche car cela répond à une vraie demande », assure Evelyne Saury du CREPS, qui a déjà accueilli plus de 80 stagiaires, avec une part croissante issue du secteur social. Elle insiste sur le fait que cette formation est aussi bien destinée à des travailleurs sociaux ou soignants pas forcément sportifs, qu'à des éducateurs sportifs connaissant peu les publics précaires.

Actionner des leviers, développer le partenariat

Le but est bien de rendre possible « le montage collectif de projets, pour permettre à des personnes de faire du sport comme facteur de santé et d'inclusion sociale ». Les intervenants décortiquent des actions locales qui ont fait leur preuve auprès de personnes exclues éloignées du sport. De ces expériences se dégagent des axes récurrents et structurants, comme la nécessité de s'appuyer sur le mouvement sportif existant et de développer un réseau de partenaires.

La formation travaille aussi les moyens argumentaires pour convaincre les établissements sociaux et médico-sociaux de l'intérêt du sport comme outil de remobilisation. Elle donne des leviers de financement, dans le cadre des dispositifs de politiques publiques ciblant le

sport pour les populations précaires, conformément à une injonction du plan national contre la pauvreté. Mais deux jours de formation, c'est court. Une journée supplémentaire de retour d'expérience permettra plus tard de voir les projets qui en ont émergé. Une forme de tutorat reste encore à imaginer pour accompagner ensuite leur mise en œuvre.

« La vraie originalité de cette formation est sa dimension intersectorielle », salue Fanny Riaboff, qui anime d'autres formations de ce type ailleurs en France mais uniquement pour des fonctionnaires d'Etat. « Cette confrontation entre des cultures professionnelles différentes permet de faire bouger les représentations, qui sont de vrais freins », précise la chargée de mission du PRN SEMC. Il s'agit de trouver un terrain d'entente entre des travailleurs sociaux ou médicaux craignant le côté violent du sport et les éducateurs sportifs croyant pouvoir faire des miracles.

Un engagement autre que financier

« Il y a une marge entre ce qu'on pense des possibilités du public et ce qu'il peut réellement, d'où l'intérêt de travailler en complémentarité », résume Fanny Riaboff. L'idée est que les éducateurs sportifs encadrent des séances dans une structure ou auprès d'un groupe issu de plusieurs – en tout cas dans un lieu fixe et à des horaires réguliers – et que les activités soient co-animées par les travailleurs sociaux.

Stéphanie Fasoli, conseillère à la DRDJSCS, fixe la barre haute : « L'objectif final est de créer une passerelle vers le monde sportif ordinaire : en formant nos clubs sportifs de droit commun à l'accueil des personnes en précarité et en amenant ces dernières, par une pratique

sportive adaptée et régulière, à aller vers ces clubs. »

Quelques projets se développent en parallèle de ceux mis en place en faveur d'une alimentation saine. Mais ils restent encore à la marge. D'abord parce que les compétences d'un éducateur sportif ont un coût : environ 4 000 euros par an pour une intervention d'une heure trente par semaine, dont un temps pour l'accueil et la discussion avec les bénéficiaires, indispensable pour rassurer et fidéliser.

Autre frein : le manque d'implication des structures au-delà de l'engagement financier. « L'éducateur sportif ne doit pas être un simple prestataire mais bien le collaborateur d'un projet intégré à celui de l'association », martèle Fanny Riaboff. Enfin, les travailleurs sociaux ont aussi intérêt à s'impliquer, personnellement et physiquement. Comme l'a déjà compris Séverine Etienne, technicienne en intervention sociale et familiale : « Se mettre en mouvement avec l'usage nous désacralise, le « faire avec » nous ramène au quotidien. » Pour les travailleurs sociaux, intégrer le sport dans leurs outils peut avoir des répercussions non seulement sur le parcours des personnes qu'ils accompagnent mais aussi sur leur propre métier. L'occasion d'une nouvelle dynamique.

Armandine Penna

PHOTO : © A. PENNA

(1) Dans le cadre du plan régional sport santé bien-être (PRSSBE) piloté et financé par la Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRDJSCS) et l'Agence régionale de santé (ARS), associées à la Région, au Comité régional olympique et sportif (CROS), et la Structure régionale d'appui et d'expertise en nutrition (SRAE).

